

COORDINATION DES GILETS JAUNES, CO-ORGANISATRICE NATIONALE DU MOUVEMENT DU 17 OCTOBRE**UN ÉTAT D'URGENCE QUI
NE DIT PAS SON NOM**

Dans sa dernière allocution, Emmanuel Macron annonce que les volontés de se regrouper de personnes qui ne sont pas «légitimes» seront interdites. Il vise l'Interfac et notre coordination, qui sont des collectifs et non des syndicats. Il criminalise de fait tout collectif lycéen, étudiant ou citoyen qui souhaiterait se réunir et s'exprimer sur la voie publique. C'est un état d'urgence qui ne dit pas son nom, et une atteinte grave à nos libertés fondamentales.

La tenue d'un conseil de défense demain confirme à la fois que ce gouvernement est affaibli, qu'il est en guerre contre son peuple et qu'il n'a aucune solution à proposer aux revendications légitimes des jeunes et des adultes, à part la répression.

Nous apprenons à l'instant que la justice a suspendu l'interdiction de manifestation de l'Interfac. C'est un revers pour ce gouvernement, qui ne propose aucune issue politique à la crise actuelle et ne respecte pas les règles fondamentales de la démocratie.

La Préfecture de police a, une nouvelle fois, interdit notre parcours de manifestation qui devait relier la place de la Bastille à l'Opéra.

En agissant ainsi, le gouvernement cherche à diviser les forces vives de la nation. Ce choix irresponsable favorise les tensions, les violences et la casse dans les rues de Paris en provoquant des rassemblements spontanés.

Nous actons cette décision avec un profond regret.

Nous avons refusé de signer le parcours Bastille-Nation, car il ne correspondait ni à notre mandat ni au souhait de la Coordination des Gilets Jaunes et de l'Interfac.

Dans la mesure où les principes constitutionnels ne sont pas respectés, nous demandons l'amnistie pour toutes les manifestantes et tous les manifestants.

Nous exigeons entre autres :

- ◆ les moyens nécessaires au bon fonctionnement de nos services publics, à commencer par l'éducation, la santé et les transports;
- ◆ le blocage des prix, à commencer par ceux de l'essence, du gaz et de l'électricité;
- ◆ le blocage et la baisse des loyers, et un logement pour toutes et tous;
- ◆ l'accès à une alimentation saine à prix décent pour toutes et tous, qui respecte le travail de nos paysannes et paysans et la biodiversité;
- ◆ la justice fiscale et la répartition des richesses;
- ◆ la préservation de nos conquies sociaux, comme la retraite, la Sécurité sociale et les congés payés;
- ◆ la suppression de Parcoursup et l'accès libre aux études universitaires;
- ◆ l'interdiction des armes de guerre pour les forces de l'ordre;
- ◆ l'égalité des droits et l'égal accès aux soins, à l'éducation, à l'eau et à une alimentation saine dans tous les territoires, y compris les outre-mer.

La suite de notre mouvement sera détaillée lors d'une **conférence de presse ce samedi 24 octobre à 12 h, place de la Bastille.**

Macron doit répondre aux exigences du peuple ou partir!

CONFÉRENCE DE PRESSE

Samedi 24 octobre 2026, 12 h

Place de la Bastille, Paris

17octobregiletjaune.net